

Unité départementale de Rouen-Dieppe  
1 rue Dufay  
76100 Rouen

Rouen, le 03/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SOLVALOR**

LA HAYE DE PAN  
35170 Bruz

Références : UDRD.32026.03-T.138  
Code AIOT : 0005802920

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/03/2026 dans l'établissement SOLVALOR implanté 16, chemin du halage BP 207 76300 Sotteville-lès-Rouen. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite intervient dans le cadre de la réception de plusieurs signalements en date des 10/3 (1 plainte) et du 26/3 (8 plaintes) et de la tournée olfactive réalisée le 25/3 par Atmo Normandie évoquant des notes de type scatol (excréments) et isobutylamine (poisson, ammoniac) ressenties sur la commune d'Amfreville-la-Mivoie et du Mesnil-Esnard. Selon les indications d'Atmo, les vents étaient en provenance de l'Ouest et du nord-Ouest. Plusieurs signalements mentionnaient explicitement la société SOLVALOR. C'est dans ce contexte que l'inspection s'est rendue sur les lieux de manière inopinée bien que l'exploitant avait déjà été interrogé sur le sujet. Le SIRACED-PC avait également déclenché l'ouverture d'une cellule post-accident technologique en lien avec cet événement odorant le 26/3/2026 à 18h15.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOLVALOR
- 16, chemin du halage BP 207 76300 Sotteville-lès-Rouen
- Code AIOT : 0005802920
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SOLVALOR SEINE est autorisée par arrêté préfectoral du 9 décembre 2020 à exploiter une plate-forme fluviale de transit et valorisation de terres, déblais de chantier et déchets du BTP inertes et non inertes sur les communes de Sotteville-lès-Rouen et Amfreville-la-Mivoie. Elle est également autorisée à traiter des sédiments non inertes non dangereux issus du dragage de la Seine dans ses installations. Par un courrier préfectoral du 8/12/2025, SOLVALOR est autorisée à exercer des activités de traitement de déchets de plâtre.

**Contexte de l'inspection :**

- Plainte

**Thèmes de l'inspection :**

- Air
- Odeur

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Conformité au dossier de demande d'autorisation	Arrêté Préfectoral du 09/12/2020, article 1.3.	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	7 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	odeurs	Arrêté Préfectoral du 09/12/2020, article 3.1.3.	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la présente visite, des odeurs étaient perceptibles sur le site de SOLVALOR notamment à proximité d'une flaque d'eau stagnante contenant des fines de plâtre. Après la visite, les inspecteurs se sont rendus à Amfreville-la-Mivoie (route de Paris au droit de la station de lavage l'Oasis, abords de la salle Talbot, quai Lescure) et ont pu sentir une odeur comparable en nature à celles ressenties sur le site SOLVALOR, mais de moindre intensité. Le vent était en provenance de l'Ouest.

Aussi, l'inspection avait demandé à SOLVALOR de traiter toutes les zones du site où des eaux stagnaient (voiries, aires de stockage, etc. ), ce qui a été fait, constats du 30/3 à l'appui.

Concernant les activités de traitement des déchets de plâtre, l'inspection interdit à SOLVALOR l'admission de déchets de plâtre tant que les conditions de fonctionnement présentées dans le dossier de porter à connaissance PAC du 27/01/25 ne sont pas réunies. Les stockages actuels réalisés en extérieur doivent être gérés pour les mettre sous abri dans un délai de 7 jours.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : odeurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/12/2020, article 3.1.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, odeurs
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.</p> <p>Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toute circonstance l'apparition de conditions d'anaérobie au sein des déchets stockés et dans des bassins de stockage ou de traitement ou dans des canaux à ciel ouvert.</p> <p>L'inspection des installations classées peut demander à tout moment la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de permettre une meilleure prévention des nuisances.</p>
<b>Constats :</b> <p>Lors de la visite, le procédé de traitement des terres polluées était à l'arrêt pour maintenance. Des camions et engins circulaient sur le site. Après avoir exposé la situation aux responsables du site quant à la nature des odeurs perçues par les plaignants (odeurs d'excréments, lisier, fumier, poisson, etc.), nous nous sommes rendus sur l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- au niveau de la plateforme extérieure de stockage de plâtre (cf PC n°2),</li><li>- à l'intérieur du bâtiment "Géodis",</li><li>- aux abords des bassins 3, 4 et 1.</li></ul> <p>Les zones de l'ancienne centrale à béton et du dispositif rotoluvé (au nord du site) n'ont pas été inspectées le jour de la visite.</p> <p>Lors de la visite, il a été constaté des odeurs d'hydrocarbures caractéristiques de la nature des terres à dépolluer. A l'est de la plateforme de stockage du plâtre, il a été constaté des odeurs un peu plus prononcées notamment au droit d'une grande flaque d'eau stagnante contenant des fines de plâtre de type odeur d'assainissement. L'exploitant disposait d'un détecteur portatif, qui n'émettait toutefois aucun signal quant à la détection d'H<sub>2</sub>S (0ppm) à proximité de cette zone. Il a été demandé à l'exploitant de pomper et de curer la zone d'eau stagnante, ce qui a pu être constaté le 30/3.</p> <p>Dans le bâtiment Géodis, un tas de "flottants" issus du procédé de traitement, contenant du bois et autres matières organiques, dégageait une odeur de décomposition de type compost.</p> <p>Enfin, aux abords des bassins, il n'a pas été constaté d'odeurs autres que celles d'hydrocarbures caractéristiques de l'activité liée aux terres polluées. L'exploitant a indiqué avoir procédé au curage des bassins 3 et 4 (preuve à l'appui les bons d'intervention semaine 11 et 12) au début du mois (fin des travaux de nettoyage du bassin 4 : 10/3/2026). Les bassins en question apparaissaient en effet propres, restait à nettoyer les bassins situés en amont, à savoir les n°1 et 2.</p> <p>Il a été demandé à l'exploitant de rester attentif à la situation et de consigner dans un registre les éventuelles odeurs susceptibles d'être émises par le site en précisant leur nature, la date et les conditions météo (vent) lors de leur constatation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Conformité au dossier de demande d'autorisation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/12/2020, article 1.3.
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Activités Plâtre
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite, il a été constaté la présence de plusieurs stockages de plâtre sur une aire extérieure : déchets de plâtres bruts (2 323t), plâtre dit "intermédiaire" (200t) après criblage et tri, et refus issus du traitement des déchets de plâtre (contenant du papier, polystyrène, plastiques, etc. ).  Le site stocke également du plâtre dit "intermédiaire" (200t) et du plâtre fin (produit fini - 90t) à l'abri dans un bâtiment dénommé "Géodis". Les tonnages indiqués sont issus d'une déclaration de SOLVALOR postérieure à la visite dans un mail du 30/3 (10h08).  Si cette activité a bien fait l'objet d'un dossier de porter à connaissance et d'une lettre préfectorale d'acte en date du 8/12/2025, l'exploitation telle qu'actuellement réalisée n'est pas conforme au dossier et aux conditions de l'autorisation accordée.  En effet, l'activité de traitement de déchets de plâtre devait notamment être réalisée dans une zone de 2000 m <sup>2</sup> , comprenant un bâtiment de 1 150 m <sup>2</sup> pour le process et de deux zones couvertes de stockage de la matières premières et du produit fini pour prévenir les émissions de poussières et le risque de lessivage des déchets de plâtre par les eaux pluviales susceptibles de générer de l'H <sub>2</sub> S, odorant, en milieu anaérobie.  De plus, l'exploitant a indiqué que des essais sont toujours en cours pour valider les spécifications du produit recyclé et les conditions de réemploi avec ses clients.  L'exploitant a indiqué vouloir installer très prochainement une tente, déjà commandée, de 400 m <sup>2</sup> et de 4 m de hauteur (1 600 m <sup>3</sup> ) pour couvrir les tas de déchets de plâtre présents à l'extérieur. Il a pu être constaté lors de la visite du 30/3 la réalisation de tranchées destinées à accueillir les fondations de la tente (20 m*20 m). Selon nos observations (dimension du tas estimé: 37m*25m*6m =5 550 m <sup>3</sup> ), il semble que le dispositif envisagé n'apparaît pas suffisamment dimensionné pour mettre à l'abri des intempéries les déchets de plâtre.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>En l'absence d'exutoire confirmé, il est demandé à SOLVALOR dès à présent de ne plus accepter en admission quelque déchet de plâtre que ce soit</b> jusqu'à ce que les conditions de fonctionnement présentées dans le dossier de PAC du 27/01/25 soient respectées.  Concernant le plâtre actuellement présent, il est demandé à SOLVALOR de mettre en œuvre sa tente, comme mesure palliative au bâtiment prévu dans son dossier de porter-à-connaissance ainsi que d'envisager d'autres solutions complémentaires pour mettre à l'abri l'intégralité des

matériaux de plâtre (transfert sous bâtiment Géodis, évacuation vers un exutoire extérieur dédié, etc. ) pour respecter les modalités d'exploitation telles que présentées dans le dossier de PAC sous 7 jours.

Enfin, les déchets issus du traitement du plâtre contenant du papier, polystyrène, plastiques, etc. doivent être évacués dans une filière adaptée et dûment autorisée (casier plâtre d'une ISDND ou incinération). l'exploitant transmettra les justificatifs de cette bonne élimination sous 7 jours.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 7 jours